



POUR

L'ÉDUCATION, L'ENSEIGNEMENT,
LA RECHERCHE, LA CULTURE EN HAUTE-SAVOIE



FSU 74

EDITORIAL

POUR N°122
JUIN 2023

HAUTE SAVOIE PIC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Les mobilisations contre la réforme des retraites, comme celle du 1^{er} mai, ont été massives partout en Haute-Savoie. Ces manifestations ont été organisées par l'intersyndicale 74 et les intersyndicales locales dans de nombreuses villes du département : Annecy, Annemasse, Cluses, Sallanches, Thonon. L'intersyndicale mobilise bien plus que ses adhérent.es depuis le début du mouvement en janvier 2023 ; Cela est peut-être l'un des enseignements tirés de ce mouvement social : l'unité du très large arc syndical a démontré sa capacité à réunir très largement contre la réforme des retraites évidemment, mais aussi pour une société égalitaire, pour plus de justice sociale avec un réel partage des richesses. Même si la réforme n'est pas abrogée, ce mouvement social, fort de cette intersyndicale unie, a amplifié le débat sur ces sujets de société.

Mais la lutte pour les agent.es de la Fonction Publique n'est pas finie puisque le ministère vient une nouvelle fois de se moquer d'elles et eux. Pour la FSU seul un mécanisme d'indexation de la rémunération indiciaire sur les prix doit être à l'ordre du jour ! Une telle mesure aurait comme avantage d'assurer le niveau des pensions des collègues partant à la retraite. En outre, ceci contribuerait à maintenir l'unité de la Fonction publique qui est aujourd'hui interrogée par le caractère non général de ces mesures. La FSU 74 continuera d'intervenir pour gagner une vraie revalorisation à la hauteur de la cherté de la vie et de la reconnaissance du travail et de l'engagement de tous les personnels de la Fonction publique pour l'intérêt général et au service du plus grand nombre.

SOMMAIRE

- p.1 : Edito
- p.2 : « Vie chère » Haute-Savoie
- p.2-3 : Rassemblement LURE
- p.3-4 : Article du SNES-FSU 74
- p.4 : *Tribune libre*, Article FSU combative

*Protection sociale
complémentaire,
actualités 74,
Retrouvez tous
nos articles sur :*

fsu74@fsu.fr



Céline Troszczyński
Secrétaire départementale FSU 74

Concertations « vie chère » en Haute-Savoie

Alors que le ministère de la Fonction Publique vient d'annoncer le dégel de 1,5% du point d'indice, celui-ci est loin d'être à la hauteur et les autres propositions sont soit retardées dans le temps soit ne relèvent que de l'indemnitaire pour quelques un.e.s.

Dans le département, il y a environ un mois la FSU 74 apprenait par les journalistes qu'une réunion sur le thème des conséquences de la vie chère en Haute-Savoie allait avoir lieu 2 jours plus tard, soit le 12 mai 2023, à la Préfecture. Au menu des discussions, l'éternelle problématique locale de la vie chère dans le département. Les collectivités et établissements publics ont aujourd'hui de plus en plus de mal à recruter des fonctionnaires. Commença alors un parcours du combattant pour y être invités, ce que nous avons réussi à faire en contactant directement le cabinet du Ministre de la Fonction Publique S. Guerini. Une grande assemblée d'une soixantaine de personnes était alors réunie : 3 représentants syndicaux, députés et sénateurs. Après plus de 3h de réunion, le constat est plutôt sombre : le ministère ne semble que constater nos difficultés mais ne propose pas de solutions concrètes ou, du moins, à la hauteur de nos demandes. Pourtant de nombreuses propositions ont été faites, axées sur 3 points : 1- Amélioration du pouvoir d'achat (alignement sur les fonctionnaires exerçants en Seine-Saint-Denis, revalorisation du taux de l'indemnité de résidence, application du complément du traitement indiciaire...), 2- Facilité de l'accès au logement, 3- Mesures en faveur de la carrière et de la situation des agent.es affecté.es en Haute-Savoie. Le ministre devrait venir en Haute-Savoie durant été. L'intersyndicale 74 a d'ores et déjà fait parvenir un communiqué à M. Le Préfet afin que toutes les organisations syndicales soient conviées lors des prochains rendez-vous.

La FSU 74 continuera, comme elle le fait depuis plus de 20 ans, à exiger des mesures financières fortes et à aider ce gouvernement à prendre conscience de l'urgence de la situation.

Lien vers le communiqué : <https://fsu74.fsu.fr/communique-de-lintersyndicale-74-sur-les-concertations-vie-chere-en-haute-savoie/>



C. Troszczyński FSU74

Nouvel élan pour les services publics rassemblement de LURE du 12 au 14 mai

Le rassemblement pour « un nouvel élan pour nos services publics » s'est tenu à LURE (Haute-Saône) du 12 au 14 mai. Après le même type de rassemblement dans la Creuse en 2015, le choix s'est fait pour LURE, zone particulièrement impactée par la disparition des services publics (rail, médical, ...).

Organisé par 260 organisations syndicales, associatives et politiques et fortement soutenu par la mairie et le conseil départemental il avait été annoncé depuis plus d'un an et fait l'objet de multiples publications et informations dans nos revues et stages syndicaux. Le samedi après-midi on comptait plus de 3000 manifestants dans les rues de la ville tandis que près de 300 personnes avaient participé aux débats et aux ateliers durant les trois jours et ont débattu sur :

- L'Éducation et les réformes territoriales,
- La Sécurité sociale et les retraites,
- l'Énergie et la Santé,
- Le statut de fonctionnaire et la nécessité des services publics seuls capables de répondre aux besoins vitaux des plus précaires.

Après avoir fortement réaffirmé que :

- Le Service public, c'est l'égalité, l'émancipation, le meilleur service rendu à toutes et tous.
- La Fonction publique et son statut permettent cela et y participent.



- Ces services publics sont des vecteurs d'efficacité sociale, économique, environnementale et créateurs d'emplois.
- Ils doivent être accessibles à toutes et à tous.

Il s'agissait également d'aller au-delà de ces seuls constats et échanges souvent très riches. Un service public :

- De la sécurité alimentaire,
- Du médicament
- Du logement ou des services de proximité essentiels à la population.

Pour cette mise en place il faudra pouvoir imposer un fonctionnement démocratique et un réel contrôle de la population.

Nous étions 2 membres de la FSU 74 (4 de toute l'académie) et 3 membres d'ATTAC Annemasse présents durant ces trois jours. La FSU, dans son ensemble, y était présente et en nombre, Benoit Teste avait fait le déplacement. Nous avons cependant un peu regretté l'absence de responsables nationaux des autres syndicats.

Nous avons été frappés par le dynamisme local et le fort soutien de la population, des élus locaux – mairie, communauté de communes mais nous avons été déçus par le quasi boycott de la presse et des radios nationales : outre la presse locale seule le journal l'Humanité en a parlé et était présent à la conférence de presse du samedi midi.

Nous retenons de tous ces débats l'idée de prolonger ces réflexions dans les régions et départements (voir texte de conclusion de LURE <https://fsu74.fsu.fr/donner-un-nouvel-elan-a-nos-services-publics-lure-mai-2023/>)

D'ores déjà deux rendez-vous sont fixés :

- Débat sur la sécurité sociale à l'initiative du Groupe des 9 de Haute Savoie **jeudi 18 octobre – salle des Eaux et Forêt à 18h30**
- Débat retraite - protection sociale FSU – CGT à Paris à l'automne (suite à la réunion SFR « niveau des pensions » des 14 et 15/06)



Pierre Cabotte – M Lombart



En cette fin d'année scolaire, le gouvernement est dans la continuité d'une politique brutale et méprisante de réformes successives, jouant sur l'épuisement des salariés, des personnels de l'EN, et plus particulièrement des enseignants. Après les retraites, c'est maintenant la doctrine du "travailler plus pour gagner plus" qui est imposée, l'inverse de ce que réclame la profession, à savoir une revalorisation indiciaire généralisée. Le projet PACTE présenté lors du CSAMEN (Comité Social d'Administration du Ministère de l'Éducation Nationale) par le ministère de l'EN n'a pas pu faire l'objet d'un vote car il a été refusé par le ministère alors que tous les

syndicats l'exigeaient !

Le PACTE, c'est bien d'abord une attaque idéologique puisque le gouvernement pouvait se contenter d'augmenter le nombre d'HSE et imposer les remplacements de courte durée pour « le bien des élèves » mais a préféré ce monstre administratif dont le nom seul est une provocation. C'est donc un ensemble de mesures dangereuses pour nos statuts qui propose des « missions fonctionnelles » ("briques") que les collègues volontaires peuvent "empiler" contre une prime (défiscalisée et désocialisée car pas de cotisation retraite... et oui il ne faudrait pas que cela puisse agir positivement sur nos retraites !).

Les conséquences de cette nouvelle organisation sont une augmentation du temps de travail pour les collègues concernés, et une désorganisation des emplois du temps pour tous ! A terme les collègues seront fatigués, physiquement et nerveusement, pour gagner 1 130€ net sur l'année pour 1 brique. Ceux qui prendraient 3 briques (ou plus !), risquent fort de dépasser les 50h de travail en plus.



Les RCD, Remplacements de Courte Durée (ou « brique 1 ») sont prioritaires et leur signature conditionnera le paiement des projets que nous menions. C'est un chantage insupportable, pour honorer un affichage médiatique que chacun sait intenable : « chaque absence sera remplacée, plus une seule heure de cours ne sera perdue ».

Les collègues sont très choqués de ce chantage qui privilégie ce qui deviendra du gardiennage par rapport aux projets.

Ce n'est pas une revalorisation de nos salaires, mais au contraire un piège pour nous obliger à travailler plus et dévaloriser nos métiers. On l'aura compris, ce pacte est fait pour déstructurer nos rapports dans l'EN en accentuant la subordination, le clientélisme, la mise sous tutelle des entreprises dans les choix d'orientation des élèves, et la dénaturation de nos missions actuelles. C'est une stratégie pernicieuse qui menace notre statut.

Nous devons faire face à une pluie de "missiles" envoyés par le gouvernement contre notre profession, sans que l'on puisse à l'heure actuelle mesurer tous les "impacts" que provoquera ce PACTE !

Le SNES-FSU invite donc les collègues à ne pas signer de PACTE qui de plus serait en tacite reconduction d'une année à l'autre d'après les projets de décret. Attention, les chefs d'établissement multiplient les promesses pour tenir celles du Président mais ils obéiront l'année prochaine comme cette année et appliqueront les textes avec efficacité !

Bureau du SNES-FSU 74

Tribune libre

UNE QUATRIEME DEFAITE EN VINGT ANS

Après celles de 2003, 2010, 2014 nous avons été à nouveau défaits. Il faut s'interroger afin de ne plus gâcher d'autres occasions et de désespérer nos collègues.

Nous mettrons de côté 2014 où la bataille ne fut pas livrée contre la loi Hollande-Touraine pourtant responsable du passage à 43 annuités, il faut pour les trois autres s'interroger sur les causes des défaites.

En 2003 on nous a opposé l'absence d'unité syndicale en l'occurrence le rôle nocif de la CFDT. Ce rôle fut indéniable mais c'est oublier l'occasion gâchée de la manifestation de mai 2003 à Paris de généraliser le mouvement.

En 2010 et surtout en 2023 la CFDT était dans le mouvement et dans certaines villes elle a joué pleinement le jeu de la mobilisation. L'unité syndicale n'est pas le garant de la victoire si elle débouche sur une action tardive et timorée.

La question à se poser c'est l'intersyndicale voulait -t-elle vraiment gagner quitte à entraîner le départ de Macron ?

Difficile de le croire.

Premier temps : les différentes directions syndicales (sauf FO) ont appelé à voter pour le candidat Macron à la présidentielle sans lui poser de condition et celui-ci n'a aucune raison de faire des concessions au monde du travail ensuite.

Deuxième temps : nous perdons trois mois d'Octobre à décembre 22 en de vaines concertations.

Troisième temps : nous nous satisfaisons de manifestations quasi-hebdomadaires relativement massives jusqu'au 1^{er} mai en oubliant que cinq à six millions de salariés seulement ont participé à ces manifestations et à ces grèves à un moment où à un autre et en entretenant l'idée que l'immense majorité nous approuve. Après le 1^{er} mai nous faisons une interruption de l'action de cinq semaines. Les choses ont été très "mal" gérées. Globalement toute l'action a été calée sur le déroulement parlementaire et politique (en fait sur celui de la NUPES). D'abord on attend que le gouvernement présente officiellement les choses alors qu'on sait très bien ce qu'il va faire, ensuite on ne fait que des journées qui, certes, permettent peut-être de mieux tenir dans le temps, mais qui sont surtout calées sur l'agenda politique. C'est une illusion, dans le meilleur des cas, de croire qu'on va combattre cette grande bourgeoisie d'argent en utilisant ses règles politiques. Là encore on mise tout sur une loi "magique" qui devrait tout régler le 8 juin et qui se termine dans la confusion.

Jean-Pierre Richaudeau, Vincent Bernard, Sylvie Brianceau (Pour une FSU combative)